



Rapport de gestion 2022

1. Thèmes sociopolitiques importants, consultations et auditions

Le 24 février 2022, la Russie lançait une guerre d'agression contre l'Ukraine. Cet événement a déclenché un important mouvement de fuite, d'abord principalement vers la Pologne. Les conséquences de cette guerre en Europe se sont toutefois rapidement fait sentir également en Suisse.

La Confédération a activé pour la première fois le statut S. Jusque début avril, près de 20 000 personnes en provenance d'Ukraine avaient ainsi demandé protection; ce nombre était passé à 75 000 à la fin de l'année. Au début, il était impossible de savoir précisément combien de réfugiés vivaient dans les villes. Les Ukrainiens et Ukrainiennes peuvent en effet entrer en Suisse sans visa et y vivre durant trois mois sans s'annoncer, et bénéficient donc d'une grande mobilité géographique.

C'est la première fois que la Confédération (via des œuvres d'entraide) a procédé à des placements directs dans des familles d'accueil - donc dans des communes et le plus souvent sans en informer celles-ci. Durant la phase initiale, plusieurs villes de premier accueil, notamment Zurich, ont assumé des tâches relevant des centres fédéraux pour requérants d'asile dans la mesure où la Confédération et ses institutions étaient complètement débordées.

La guerre en Ukraine et ses conséquences pour la Suisse ont compté parmi les principales affaires dont s'est occupée l'Initiative des villes en 2022, avec notamment la rédaction d'une prise de position qui a été ensuite adoptée et publiée par l'Union des villes.

Un autre dossier important a été la petite enfance et principalement la discussion qui dure depuis longtemps déjà au Parlement sur les moyens d'améliorer l'accueil extrafamilial des enfants et son financement. L'Union des villes et l'Initiative des villes pour la politique sociale ont été étroitement associées à ces travaux et entendues plusieurs fois au sein de la commission consultative. En outre, la CDAS et l'association des communes ont pu également faire valoir des aspects importants. La nouvelle loi, qui doit encore être débattue au Parlement, poursuit deux objectifs: d'une part, tous les parents qui placent leurs enfants dans une structure d'accueil extrafamilial doivent être soutenus financièrement; d'autre part, la politique en matière d'accueil extrafamilial des enfants et d'encouragement de la petite enfance doit être développée.

Par ailleurs, l'Initiative des villes pour la politique sociale s'est engagée en collaboration avec l'Union des villes suisses sur les sujets et dans les dossiers suivants:

- Adaptation des prestations sociales octroyées aux ressortissants d'États tiers: argumentaire et consultation
- Non-recours à l'aide sociale: étude commune avec la Charte Aide sociale et la Commission fédérale des migrations (CFM)
- Évaluation du statut S: position des villes, audition
- Naturalisation facilitée: position des villes
- Programme de réinstallation de la Confédération: représentation des intérêts des villes



- Poursuite pour dettes et faillite: consultation
- Prestations complémentaires, prestations pour prise en charge et accompagnement à domicile: positions
- La pauvreté n'est pas un crime: soutien à l'initiative parlementaire
- Pauvreté invisible: entretien avec Franziska Teuscher, Nicolas Galladé et Raphael Golta dans «terra cognita», édition 39
- Renchérissement et incidences sur le domaine social, fiche d'information
- Discrimination dans le regroupement familial: consultation
- Modernisation de la statistique de l'aide sociale: participation à divers groupes de travail et comités

Grâce à ses diverses activités, ses projets innovants et sa conception de solutions d'avenir, l'Initiative des villes pour la politique sociale confère à la politique sociale urbaine une juste place dans l'ensemble du système politique et sociétal et assure, par là-même, son efficacité optimale. Le comité a défini une nouvelle stratégie pour les prochaines années qui met l'accent sur trois points essentiels:

- Sécurité sociale dans l'ensemble du système
- Développement de l'aide sociale
- Intégration globale

2. Comité

Au 31 décembre 2022, le comité se composait des sept conseillers et conseillères municipaux suivants :

- Mirjam Ballmer, Fribourg, Verts, depuis 2021
- Nicolas Galladé, Winterthour, président, PS, depuis 2010
- Raphael Golta, Zurich, PS, depuis 2014
- Sonja Lüthi, St-Gall, PVL, depuis 2018
- Martin Merki, Lucerne, PLR, depuis 2012
- Émilie Moeschler, Lausanne, vice-présidente, PS, depuis 2021
- Franziska Teuscher, Berne, Verts, depuis 2013

Membres adjoints sans droit de vote:

- Franziska Ehrler, responsable des questions sociales, Union des villes suisses
- Regine Hoffmann, Horgen, présidente GT Responsables administratifs
- Thomas Birchler GT Indicateurs / suppl. GT Responsables administratifs
- Christine Winkler, Coordination Romandie
- Katharina Rüegg, directrice

En 2022, le comité s'est réuni à quatre reprises et a siégé une fois avec le bureau du groupe de travail Responsables administratifs.

Les séances du comité ont aussi été l'occasion de maintenir les échanges avec d'autres organisations, en invitant des représentants notamment d'artias, de Procap et de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés.



3. Secrétariat

Le secrétariat a pour tâches la planification et la communication des affaires et des assemblées, y compris les assemblées générales; il est chargé également d'élaborer les prises de position et les réponses aux consultations. La direction du secrétariat est assurée par Katharina Rüegg, Winterthour.

En 2022, le secrétariat a lancé une *newsletter* dans le but de professionnaliser l'information aux membres. La newsletter est envoyée par courriel, en français et en allemand; six éditions ont paru durant l'exercice sous revue.

4. Groupe de travail et bureau Responsables administratifs

La pandémie Covid-19 qui constituait encore une préoccupation au début de l'année 2022 a vite été remplacée par l'éclatement de la guerre en Ukraine, devenue alors le thème majeur dès le mois de février. Il a ainsi fallu annuler la première séance de l'année du groupe de travail car les membres devaient se concentrer pour organiser l'hébergement et la prise en charge des personnes en provenance de l'Ukraine placées sous protection.

Les responsables administratifs se sont ainsi réunis le 1^{er} juillet, à Berne. Outre l'exposé de Jodok Läser et de Sarah Heiniger, tous deux co-auteurs de l'étude « Gesundheit von Sozialhilfebeziehenden », la rencontre a permis un échange sur la crise ukrainienne et ses conséquences sur le quotidien dans une optique pratique.

La deuxième séance du groupe de travail a eu lieu le 18 novembre 2022 à Lucerne. Marc Dubach, chef de la section Aide sociale de l'Office fédéral de la statistique, a exposé l'état actuel du projet visant à moderniser la statistique de l'aide sociale. Alors en phase finale de conception, le projet devrait être réalisé en 2023/2024. Bernhard Heeb, chef de la division Migration + Intégration du canton de Bâle-Ville, a présenté son modèle « Case Loader ». L'objectif consiste à déterminer la charge en équivalent plein temps par dossier et par travailleur social dans l'activité de conseil afin de pouvoir établir une comparaison entre les différents services sociaux. Autre sujet à l'ordre du jour: le modèle développé par Winterthour pour prévenir le recours illicite à l'aide sociale, expliqué par Jacqueline Magin des Services sociaux de la ville.

Après avoir conduit le secrétariat du groupe de travail Responsables administratifs durant sept ans, Trix Gisler s'est retiré à la fin de l'exercice sous revue. Le principe voulant que le secrétariat et la présidence du groupe soient rattachés au même service, Regine Hoffman a également annoncé sa démission en tant que présidente pour la fin de l'année. Tom Birchler de Uster s'est proposé pour reprendre la présidence du GT dès 2023 et pour intégrer donc également le support technique dans sa commune. La nomination par le bureau a eu lieu lors d'un vote groupé :

présidence: Thomas Birchler, Uster, et vice-présidence: vacante;

membres ordinaires: Felix Föhn, Lucerne, Sandra Walther, Dietikon, Ruedi Illes, Bâle, et Thomas Michel, Bienne.

Le bureau du groupe de travail Responsables administratifs s'est alors réuni pour préparer les séances du groupe.

(par Thomas Birchler / février 2023)



5. Aide sociale dans des villes suisses - Rapport sur les indicateurs

Le rapport 2021 sur les indicateurs de l'aide sociale, présenté lors d'une conférence de presse en octobre 2022, a montré que l'aide sociale dans les villes est restée stable. Sur les 14 villes impliquées, onze présentent un taux d'aide sociale constant ou à la baisse. Par rapport à l'exercice précédent, la pandémie Covid-19 n'a pas entraîné une augmentation du recours à l'aide sociale.

Cette édition du rapport était consacrée plus spécialement à la formation. Les personnes peu formées courent davantage le risque de dépendre de l'aide sociale. Plus de la moitié des adultes bénéficiaires de l'aide sociale (54,9 %) ne disposent d'aucun diplôme professionnel reconnu. Par le biais d'une enquête réalisée auprès de 33 services sociaux de différentes villes, on a cherché à comprendre ce qui entrave l'encouragement à la formation. Si l'on veut permettre à l'aide sociale de mieux converger vers le principe « Un emploi grâce à une formation », il reste de nombreux obstacles à lever mais il convient également de favoriser les mesures de formation.

6. Réseau Romandie

Le soir précédent l'assemblée d'automne à Fribourg, les deux membres du comité issus de villes francophones Emilie Moeschler et Mirjam Ballmer ont organisé une rencontre avec le Réseau Romandie. Des représentants de Lausanne, Genève, Fribourg, Sion et Bienne ont répondu à l'invitation. Cependant, cette faible participation n'a pas permis d'atteindre complètement l'objectif consistant à mieux comprendre les besoins des villes membres romandes et à renforcer les contacts.

Le projet pilote concernant les indicateurs de l'aide sociale en Romandie, mis en place en 2019 avec la collaboration de la Haute école spécialisée de Berne (Travail social) et impliquant les villes de Genève, Lausanne, Bienne, La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Sion, Neuchâtel, Yverdon-les-Bains et Morges, a été poursuivi en 2022.

7. Assemblées

L'assemblée de printemps a eu lieu le 10 juin 2022 à Bâle, sous le titre « Droit au logement - aussi pour les pauvres ». Mettre à disposition des groupes de population défavorisés un lieu d'habitation adéquat constitue un défi majeur de la politique sociale urbaine. On a pu entendre un exposé de l'expert finnois sur le concept *Housing first* pour lutter contre le sans-abrisme. En outre, la ville de Bâle a présenté son analyse et son procédé en matière de logement social. La croissance de la population et les prix de l'immobilier en hausse réduisent d'autant l'accès à un logement abordable pour les personnes défavorisées. Les groupes focus ont donné la possibilité de découvrir les approches adoptées par d'autres villes et d'en discuter.

L'assemblée d'automne organisée le 9 septembre à Fribourg a accueilli le conseiller fédéral Alain Berset qui a consacré son discours d'ouverture à la cohésion sociale dans les quartiers urbains. Cette journée de travail visait à sonder les possibilités de développement dans les quartiers lorsque l'urbanisme, la numérisation et la politique sociale travaillent main dans la main. Plusieurs villes ont présenté de nouvelles approches dans ce domaine, avec notamment le but aussi de favoriser l'inclusion de groupes de population très variés.



Le forum CSIAS, toujours organisé conjointement avec les responsables administratifs de l'Initiative des villes, était consacré au thème de la durabilité sociale en référence à l'agenda 2030. Il s'est penché sur la capacité du travail social à stabiliser les clients dans une perspective durable. Le colloque a eu lieu le 22 septembre, en distanciel.

8. Participation à et collaboration avec des organes (socio-)politiques

L'Initiative des villes est une section de l'Union des villes suisses. La collaboration entre les institutions est très étroite, notamment dans les contacts avec la politique fédérale et l'administration fédérale.

L'Initiative des villes pour la politique sociale a siégé au sein des associations, organes et projets suivants, parfois en qualité de déléguée de l'Union des villes suisses:

- Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (comité et commission consultative)
- Collaboration interinstitutionnelle (comité national de pilotage, comité national de développement et de coordination)
- Commission fédérale des migrations
- Plateforme nationale contre la pauvreté (groupe d'accompagnement et groupes de projet)
- Monitoring national de la pauvreté
- Dialogue national sur la politique sociale suisse
- Charte Aide Sociale
- Modernisation de la statistique de l'aide sociale (groupe de pilotage et groupes de travail)
- GT Suivi du système d'asile
- Groupe de travail Réinstallation
- European Social Network

L'Initiative des villes pour la politique sociale entretient d'excellentes relations également avec la Conférence suisse des institutions d'action sociale, l'Association des communes suisses et l'Union patronale suisse.

9. Effectif des membres en 2022

Total des membres au 31.12.2022: 56

Adhésion: 0

Sortie: 0

Adhésion d'Olten dès le 1^{er} janvier 2023.

Toutes les personnes qui se sont engagées sous une forme ou une autre en faveur des revendications de l'Initiative des villes pour la politique sociale sont ici cordialement remerciées.

Initiative des villes pour la politique sociale
Nicolas Galladé, président
Katharina Rüegg, directrice

Winterthour, mars 2023